

deur et massivement dans le Sud-Soudan, mais des engagements directs sont possibles, dans les zones où la frontière n'est pas encore définitivement tracée, sans que cela conduise à un embrasement généralisé ni à une intervention des forces internationales », soutient Christian Delmet, chercheur au CNRS. « Pour le reste du pays, poursuit-il, Khartoum pourrait "soutenir" les dissidents du SPLM/A (l'Armée et le Mouvement populaires de libération du Soudan-Sud) dans l'espoir de déstabiliser le SPLM et de rouvrir des négociations ponctuelles avec un gouvernement où siègeraient ses "protégés". »

« S'il n'y a pas la volonté politique entre le Nord et le Sud de trouver une solution politique, il pourrait y avoir une guerre », prévient, de son côté, Fouad Hikmat, conseiller spécial de l'Union africaine sur le Soudan et spécialiste à l'International Crisis Group. « Toutes les questions en suspens (pétrole, finances, fiscalité...) perdureront et Abyei demeurera au premier plan », estime-t-il.

Malgré le potentiel, des gageures économiques difficiles

Un contexte sécuritaire pour le moins précaire qui ne manquera pas de peser négativement sur le développement d'une économie en friche. À titre d'exemple, le Sud-Soudan n'a pas encore adopté son système bancaire (la Banque centrale sud-soudanaise est toujours liée à celle du Nord) ni sa propre monnaie, pourtant annoncée pour août 2002.

Le Sud-Soudan bénéficie toutefois d'avantages indéniables. Il regorge notamment de ressources : le territoire contient 80 % des réserves pétrolières des deux Soudan, il contient aussi d'abondantes ressources en eau et 90 % de la terre y est cultivable. En ce

qui concerne le pétrole, pour lequel les infrastructures liées à la distribution sont concentrées au Nord, les experts s'accordent à dire que le Sud et le Nord sont obligés de coopérer. À terme, « il faudra, bien entendu, construire au moins une raffinerie ! » précise M. Delmet. Mais pour « le court terme, (les Sudistes) devront veiller à ce que les revenus du pétrole ne soient pas confisqués par les États producteurs mais servent vraiment au développement de tout le pays », poursuit le chercheur, ajoutant que « dans quinze ans, il n'y aura probablement plus de pétrole au Sud-Soudan, à moins de découvertes nouvelles. Les Sudistes le savent (et) envisagent dès maintenant un développement davantage basé sur les ressources agricoles et pastorales ».

Il est nécessaire que le Sud-Soudan diversifie ses secteurs d'activités afin de générer de l'emploi, renchérit M. Hikmat. À l'heure actuelle, le pays est lourdement dépendant des revenus pétroliers, lesquels constituent plus de 95 % du budget annuel, selon un rapport de l'Unesco publié en juin 2011. « Le gouvernement du Sud-Soudan est le seul employeur dans le Sud... cela n'est pas suffisant pour accommoder tout le monde (et) générer de l'emploi, » explique-t-il. « Le bon côté est que le Nord pourrait accepter de payer une bonne partie de la dette commune (et) cela aiderait l'ONU et la Banque mondiale à financer des projets de développement », nuance le spécialiste.

Malgré le potentiel considérable de l'économie sud-soudanaise dans les domaines de l'agriculture, l'industrie minière et le tourisme, les défis économiques persistent du fait de « l'absence d'un secteur privé efficace », note M. Conway. Pallier ce manque « nécessite

des stratégies de fond de la part du gouvernement pour assurer qu'il y ait un investissement adéquat » dans ce secteur, suggère l'expert.

Gouverner et intégrer : un défi supplémentaire

Autre défi de taille pour le Sud-Soudan, la gouvernance politique. Le gouvernement du Sud-Soudan n'a que cinq ans. Il a été formé à la suite de la signature des accords de paix en 2005 qui ont mis fin à la guerre civile entre le Nord et le Sud. Le gouvernement s'inscrit donc « dans un cadre de construction des structures étatiques à partir de zéro », indique M. Conway. « Le SPLM a la tâche énorme de se réformer lui-même (ne pas poursuivre dans la voie

du parti unique) et d'associer davantage à l'exercice du pouvoir des populations qu'il a parfois maltraitées ou qui elles-mêmes l'ont violemment combattu. Un système fédéral semble s'imposer avec une large dévotion aux États », explique M. Delmet. M. Hikmat soutient, pour sa part, que « le SPLM, en tant que parti politique, a acquis de l'expérience ces six dernières années quant à l'administration du territoire ». « Le Sud-Soudan a tous les ingrédients principaux, c'est-à-dire des pouvoirs exécutif, législatif, judiciaire, une police et une armée, afin de gouverner efficacement », assure-t-il. Une thèse que ne corroborent pas les chiffres. M. Conway cite une étude qui a prouvé qu'après l'accord de paix, seuls 50 % des fonctionnaires avaient une éducation de base et 5 % avaient obtenu un master.

S'ajoute au problème de la gouvernance la pression rela-

tive à l'absorption d'une population qui croît. Depuis 2005, plus de 2 millions de réfugiés et déplacés sont retournés au Sud-Soudan, selon le rapport de l'Unesco. Durant les derniers mois, près de 300 000 Soudanais ont migré du Nord au Sud et « nous prévoyons que ces chiffres continueront d'augmenter », souligne M. Conway. Ce retour massif de chrétiens et animistes s'opère car « le gouvernement de Khartoum pourrait rétablir les châtiments corporels (hudud) pour les non-musulmans qui en sont dispensés par le code pénal de 1991 », explique M. Delmet. Aussi, « le gouvernement du Nord n'accepte pas la double nationalité », précise M. Hikmat.

« Toutes les questions en suspens perdureront et Abyei demeurera au premier plan »

Le défi du gouvernement du Sud-Soudan est non seulement d'absorber cette population mais aussi de lui fournir des services sociaux, étant donné la situation humanitaire catastrophique. Selon Jonas Nkelango, le représentant pour le Soudan auprès de l'organisation caritative Tearfund, les besoins humanitaires les plus pressants sont la sécurité alimentaire, l'assainissement de l'eau, la santé, l'éducation et la prise en charge des déplacés. Au Sud-Soudan, plus de 90 % de la population gagne moins d'un dollar par jour, précise M. Conway. Selon le rapport de l'Unesco, une jeune fille est trois fois plus susceptible de mourir pendant la grossesse que d'atteindre le niveau de la quatrième à l'école. Au Sud-Soudan, l'on compte un maître d'école formé pour 100 élèves. Et le gouvernement accorde une subvention de 2\$ par personne aux élèves d'école primaire.

D'un autre côté, « il y alement des avantages éviés liés à ce processus » de r massif des Sudistes du au Sud, nuance M. Cor Beaucoup d'entre eux son ployés dans l'administrati police ou l'armée. « Ces tionnaires sont très expéri tés, très compétents et pe (...) aider à relever le n moyen du fonctionnemer institutions étatiques », tient-il.

De même, la diaspora soudanaise a un rôle pré dérant. « Il y a des millie des milliers de personnes diaspora, dans les pays ve (Ouganda, Kenya, Ethi et partout dans le monde sont incroyablement ex mentés (car) ils ont trav pour des gouvernement dans le secteur privé », e que M. Conway. Quant Sud-Soudanais établis en rope et en Amérique, « la rétablie aux frontières et Sud-Soudan), condition développement, pourrait inciter à venir prendre le r des combattants aujourc au pouvoir à Juba ».

Le développement du Soudan dépend aussi lou ment, par ailleurs, de l'aïd ternationale déjà massive. communauté internatio doit intensifier ses efforts, requièrent de la coordina de sorte que l'aide mon soit complémentaire pl que concurrentielle », affi M. Nkelango.

Développer l'État nais nécessite enfin et égalen un effort de coopération c part du gouvernement s soudanais lui-même. Pour Hikmat, le développement Sud-Soudan a été entravé le retrait de Juba des accord Cotonou en 2009, qui ont y but de réduire puis éradiqu pauvreté en Afrique, ainsi du statut de Rome (texte t dateur de la Cour pénale in nationale).

